

L'économie de la Guadeloupe en 2013 Une conjoncture hésitante

En 2013, l'économie de la Guadeloupe reste fragile. L'évolution de la plupart des indicateurs économiques est globalement marquée par l'attentisme et l'incertitude.

L'investissement des entreprises est faible et la consommation des ménages peine à retrouver son rythme. Le marché du travail est sous tension avec une offre d'emploi se situant à son plus bas niveau historique. Conséquence de la faiblesse de la demande intérieure, les échanges commerciaux se replient au second semestre même s'ils progressent sur l'année.

Néanmoins, quelques signaux positifs peuvent être relevés. L'indicateur du climat des affaires s'est redressé pour retrouver sa moyenne de longue période en fin d'année. La demande d'emplois se stabilise et l'inflation reste contenue. Au niveau sectoriel, le tourisme reste dynamique. L'activité commerciale se redresse en fin d'année même si la tendance sur le marché automobile reste négative.

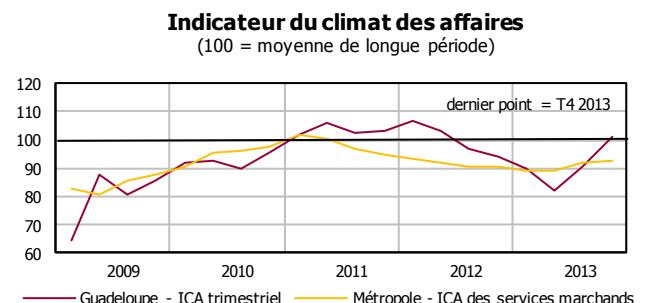
Dans ce contexte, la croissance de l'activité bancaire se maintient : l'encours de crédits consentis aux ménages et aux entreprises progresse moins rapidement et les actifs financiers restent bien orientés. La sinistralité de la place bancaire s'améliore.

UN CLIMAT CONJONCTUREL FRAGILE

L'indicateur du climat des affaires se redresse

Après avoir reculé depuis mi-2012 pour atteindre au deuxième trimestre son plus bas niveau depuis 2009, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'est redressé au troisième trimestre pour retrouver en fin d'année sa moyenne de longue période.

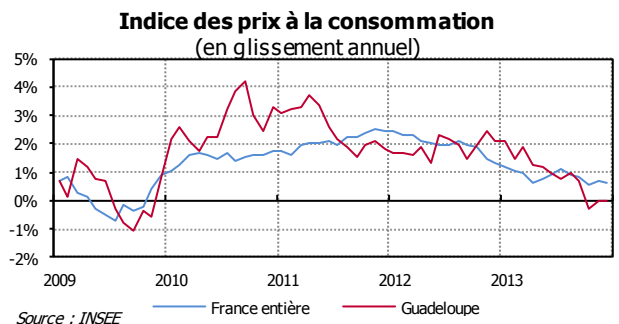
Cette remontée (de près de 20 points) permet à l'ICA d'effacer cinq trimestres de baisse consécutive entamée depuis mi-2012. Cependant, tous les secteurs d'activité ne témoignent pas de cette amélioration et l'évolution de la plupart des indicateurs économiques portent la marque d'un environnement changeant et fragile.



L'inflation reste faible

Comme en 2012, l'évolution des prix reste contenue. L'inflation est en moyenne de +0,9 % en 2013, sensiblement inférieure à celle de 2012 (+1,9 % en moyenne), et se situe au même niveau que celle de la France entière en 2013.

Le deuxième semestre est marqué par un ralentissement significatif du rythme de l'inflation (+0,4 % en moyenne contre +1,5 % au premier semestre).



La hausse des prix des produits manufacturés (+0,5 % en glissement annuel) et ceux de l'alimentation (+0,8 %) contribuent à la hausse des prix à hauteur de 0,14 point chacun. La baisse des prix de l'énergie (-3,4 % en glissement annuel), en particulier des prix des produits pétroliers, tempère l'évolution de l'indice. Premier poste de dépenses des ménages (41,3 %), les prix des services restent stables.

Le marché du travail est toujours sous tension

La détérioration du marché du travail se poursuit en 2013. Néanmoins, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) semble se stabiliser en fin d'année : il atteint 60 393 inscrits, soit une augmentation de +1,4 % après +4,6 % en 2012 et +6,3 % en 2011. Cette progression est moins marquée qu'en France métropolitaine où la hausse atteint +5,4 % en glissement annuel en 2013. Les personnes âgées de plus de 50 ans contribuent exclusivement à la dégradation du marché de l'emploi. En hausse de 13,4 %, leur nombre s'établit à 12 100 DEFM A.

En parallèle, le nombre d'offres d'emplois collectées reste sur une tendance baissière depuis 2009. Le recul est historique en 2013 (-24,7 %) après une diminution de 8,2 % en 2012 et de 6,4 % en 2011. Par comparaison, la baisse en 2009 avait été de 21,0 %. Au total, 9 380 offres d'emploi (durables et non durables) ont été déposées à Pôle Emploi en 2013, soit le plus bas niveau depuis l'année 2000.

Selon l'enquête annuelle sur l'emploi réalisée par l'Insee au deuxième trimestre 2013, l'emploi salarié marchand est en repli de 2,1 % sur un an et retrouve son niveau du quatrième trimestre 2012.

La consommation des ménages plus prudente

Face aux tensions persistantes du marché du travail et à un environnement économique incertain, la consommation des ménages est plus prudente et orientée à la baisse.

Les importations de produits agroalimentaires s'inscrivent en repli de 4,8 % par rapport à 2012 et les importations de biens de consommation de 3,6 %. L'amplitude de la baisse est deux fois plus importante pour les importations de biens d'équipement du foyer (-10,1 % par rapport à 2012). Les niveaux restent néanmoins élevés et supérieurs à ceux d'avant-crise.

La prudence des ménages est également attestée par l'évolution des encours de crédits à la consommation qui stagne (-0,1 %).

Après un premier semestre plutôt terne, les chefs d'entreprise du secteur du commerce font état, dès le second semestre, d'une activité favorable. En 2013, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (20 478) diminue (-2,1 % par rapport à 2012). Le nombre de dossiers de surendettement déposés (287) est en léger recul (-0,7 %) et les incidents de paiement par chèque sont à leur plus bas niveau depuis 2009. Les retraits de carte bancaire sont en revanche en hausse de 22,5 % par rapport à 2012 (5 358 retraits de carte bancaire contre 6 567 en 2013).

L'investissement redémarre difficilement

L'investissement est mieux orienté qu'en 2012, quoique pénalisé par un contexte économique jugé incertain et changeant par les entrepreneurs. Tout au long de l'année 2013, les chefs d'entreprise ont dû s'adapter et réajuster leurs projets d'investissement. Ce constat est corroboré par l'évolution du solde d'opinion relatif à l'investissement qui fluctue et n'affiche pas de tendance claire.

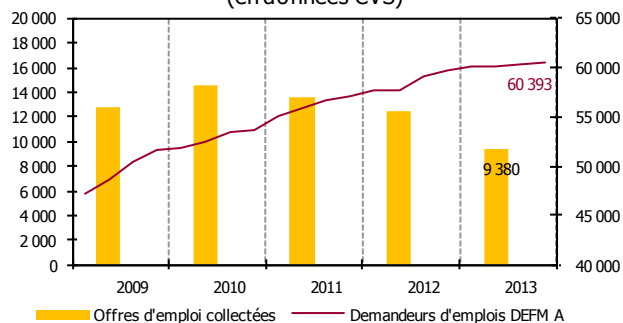
Les importations de biens à destination des entreprises ont connu au cours de l'année de fortes amplitudes d'évolution à la hausse et à la baisse. Cependant, en cumul annuel, les niveaux sont plus élevés qu'en 2012. Les importations de biens d'équipement connaissent une hausse significative (+18,2 %) et dépassent même leur niveau d'avant-crise. Les importations de biens intermédiaires continuent de progresser (+1,8 % après +5,4 % en 2012). L'encours des crédits d'investissements accordés aux entreprises est en légère progression (+0,9 % à fin décembre). L'investissement immobilier progresse mais à un rythme ralenti : l'encours des crédits à l'habitat augmente de 3,9 % sur un an après +8,2 % en 2012.

Les échanges commerciaux progressent sur l'année

Les importations et les exportations avaient entamé l'année 2013 avec des résultats historiquement élevés. Au premier semestre, les importations affichaient une hausse de 2,9 % par rapport à 2012 et étaient supérieures à leur niveau d'avant-crise (+13,0 % par rapport au premier semestre 2008). À partir de mi-2013, les échanges commerciaux se replient.

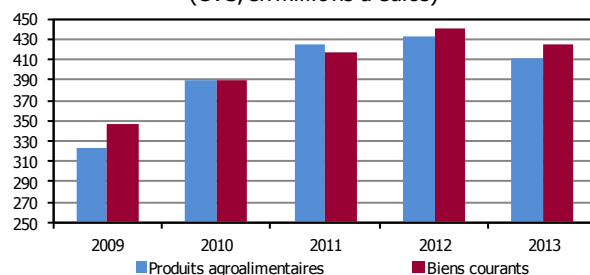
Toutefois, en cumul annuel, les importations progressent de 3,8 % par rapport à 2012 (+2,8 % par rapport à 2011) tirées par une meilleure orientation de l'investissement des entreprises. Les exportations sont en forte hausse (+24,5 %), en raison de mouvements atypiques sur les produits pétroliers (+8,0 % hors produits pétroliers).

Demandeurs d'emploi et offres d'emploi collectées
(en données CVS)



Source : DIECCCTE

Importations de biens destinés aux ménages
(CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

Échanges commerciaux
(CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

UNE ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ INÉGALE SELON LES SECTEURS

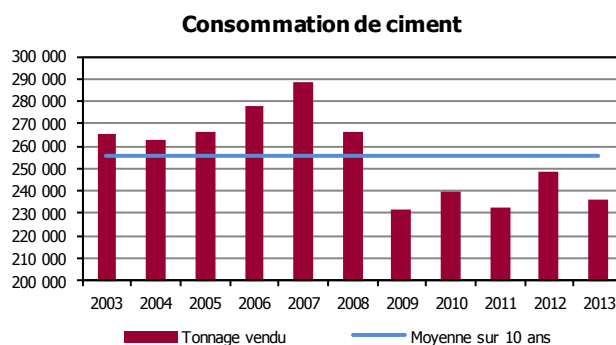
Le bilan est mitigé dans l'agriculture et l'industrie

En 2013, l'activité du secteur primaire est contrastée. Malgré un bon démarrage et une richesse saccharine en hausse, la campagne cannière s'est révélée décevante et a dû subir un arrêt précoce du fait des conditions climatiques défavorables. En 2013, les sucreries ont broyé 448 022 tonnes de canne, soit une baisse globale de 23,5 % par rapport à 2012. La production de cannes broyées est considérée comme l'une des plus faibles de la décennie. En revanche, le secteur de la banane réaffirme son redressement : les exportations de banane sont en hausse de 8,9 % par rapport à 2012 et s'établissent à 65 661 tonnes.

Dans les industries manufacturières, après un premier semestre difficile, le courant d'affaires se relève au second semestre mais la plupart des soldes de gestion restent dégradés. L'activité des industries agroalimentaires est mal orientée, la production de sucre diminue de 15,0 % et celle de rhum de 9,8 %. Les exportations de produits agroalimentaires sont relativement stables par rapport à 2012 (+0,6 %, CVS).

Le BTP recule

L'année 2013 se solde par une baisse globale de l'activité du bâtiment et des travaux publics (BTP) selon les professionnels du secteur. La baisse des effectifs salariés se poursuit (-704 emplois en 2013 après -3 176 en 2012). Les ventes de ciment sur le marché local reculent de 5,5 % : en cumul depuis le début de l'année, 219 589 tonnes de ciment ont été vendues sur le marché local, contre 232 425 tonnes en 2012. Ce chiffre est proche des plus bas niveaux observés en 2011 et durant la crise sociale de 2009. Le nombre de logements autorisés diminue de 8,1 %, soit un déficit annuel de 360 logements. Selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, au dernier trimestre 2013, la trésorerie des entreprises du secteur est mieux orientée, en lien notamment avec l'amélioration des délais de règlement de la clientèle.

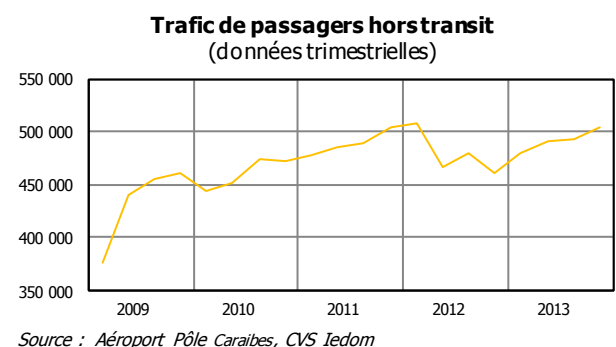


Le tourisme reste dynamique

L'activité touristique progresse en 2013. À l'aéroport Pôle Caraïbes, le trafic de passagers hors transit augmente de 2,0 % sur un an et atteint 1 925 047 passagers en cumul à fin décembre.

La fréquentation hôtelière des hôtels classés est stable en 2013. Le nombre de nuitées diminue de 0,6 %, mais, le taux d'occupation moyen des chambres gagne 0,9 point pour atteindre 57,4 %.

En 2013, plusieurs chantiers de rénovation et d'embellissement ont été engagés dans certains établissements hôteliers de l'île afin de permettre la montée en gamme des offres touristiques.

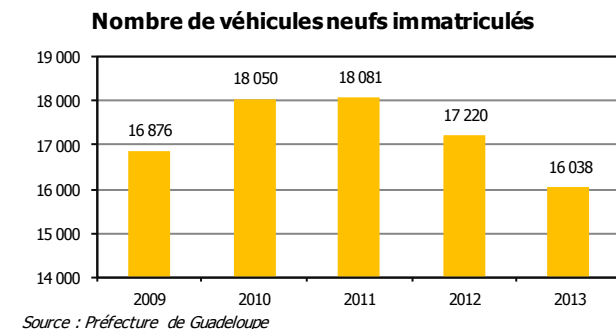


Le segment de la croisière reste stable comparé à 2012, qui avait été une année jugée satisfaisante par les professionnels du secteur. Le nombre de croisiéristes s'établit à 158 354. La saison 2013-2014 paraît bien orientée.

L'activité commerciale se redresse en fin d'année

Le courant d'affaires des entreprises du secteur du commerce se redresse, en particulier sur les deux derniers trimestres de l'année, et les prévisions des chefs d'entreprise pour le début 2014 sont positives.

Cependant, le marché automobile est en difficulté. Avec 16 038 immatriculations de véhicules neufs enregistrées en 2013, la baisse s'est poursuivie (-6,9 % par rapport à 2012). Il s'agit du plus bas niveau de la décennie.



L'ACTIVITÉ BANCAIRE SE MAINTIENT

Une activité de financement ralentie

L'activité de crédit se maintient difficilement en 2013 à l'instar d'une reprise encore fragile de l'activité économique du département. À 8,1 milliards d'euros, l'encours sain des crédits enregistre une hausse de 2,9 % sur un an, soit une évolution proche de celle observée en 2012 (+3,1 %) mais nettement en deçà des taux de croissance relevés en 2011 (+7,1 %) et 2010 (+6,4 %).

Les financements consentis aux entreprises progressent peu, impactés par les difficultés rencontrées dans la plupart des secteurs. L'encours augmente de seulement 0,6 % fin 2013 pour atteindre 3,7 milliards d'euros.

Les crédits immobiliers enregistrent un taux de croissance historiquement bas à +1,7 % (+35,3 millions d'euros), s'éloignant ainsi des niveaux observés les années précédentes. Après un premier semestre morose, les crédits d'investissement connaissent un timide redressement en fin d'année (+0,9 % sur un an après -5,5 % en 2012). En parallèle, les crédits d'exploitation se replient pour la sixième année consécutive (-7,3 %).

L'activité de crédit aux ménages ralentit de nouveau fin 2013. À 3,2 milliards d'euros, l'encours croît de 4,1 % sur un an après une hausse de 4,9 % en 2012. Quoique dynamique, la croissance des crédits à l'habitat se tasse (+6,0 % après +7,1 % en 2012). Dans un contexte peu propice à la consommation des ménages, l'encours des crédits à la consommation reste stable sur l'année (-0,1 %) après une faible hausse en 2012 (+0,5 %).

Une amélioration de la sinistralité

La sinistralité de la place bancaire locale s'est améliorée tout au long de l'année 2013 et en particulier au quatrième trimestre : l'encours des créances douteuses brutes s'inscrit en effet en net repli (-10,6 %) pour s'établir à 492,3 millions d'euros. La proportion de ces créances douteuses dans l'ensemble des crédits consentis diminue sensiblement, à 6,8 % (-0,9 point).

Une bonne orientation des actifs financiers

La collecte nette d'épargne reste dynamique en 2013. À 7,4 milliards d'euros, les actifs financiers des agents économiques augmentent de 4,3 % (+301,3 millions d'euros). Cette évolution, proche de 2012 (+4,7 %), est davantage imputable aux ménages qui connaissent une progression de 3,6 % de leurs actifs. Le rythme de croissance des actifs des entreprises est plus modéré (+2,1 % après +3,2 % en 2012) tandis que celui des autres agents s'accélère (+20,1 % après +17,0 %).

Les dépôts à vue, principaux actifs financiers détenus par les agents (35,0 %), affichent une hausse plus soutenue qu'en 2012 (+6,8 %). En revanche, les placements liquides ou à court terme enregistrent une croissance moins rapide (+3,0 % après +4,6 % en décembre 2012), impactés par une nouvelle baisse des placements indexés sur les taux de marché (-1,6 %). Les comptes d'épargne à régime spécial restent bien orientés (+5,0 %), bénéficiant du dynamisme, toutefois moins marqué, des livrets A (+6,6 %) et des livrets de développement durable (+16,5 %). L'épargne longue continue pour sa part de progresser mais à un rythme également ralenti (+2,8 % après +5,6 % en 2012) en raison du tassement de l'assurance-vie.

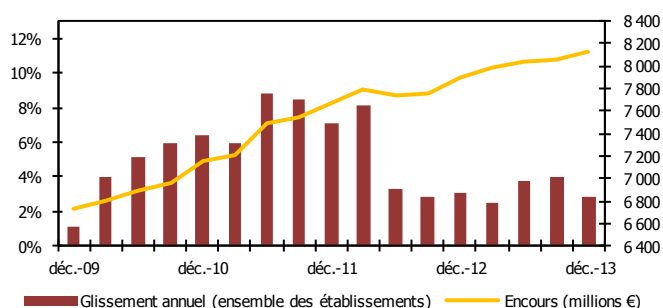
PERSPECTIVES MITIGÉES POUR L'ANNÉE 2014

Après plusieurs trimestres de ralentissement, l'économie guadeloupéenne présente depuis le deuxième semestre 2013 quelques signes d'embellie dans un contexte de reprise de la croissance française et de la zone euro.

Cependant, l'environnement dans lequel évolue l'ensemble des acteurs économiques guadeloupéens est particulièrement changeant et fragile, et nécessite notamment, faute de visibilité, une adaptation permanente des entreprises et de leur offre.

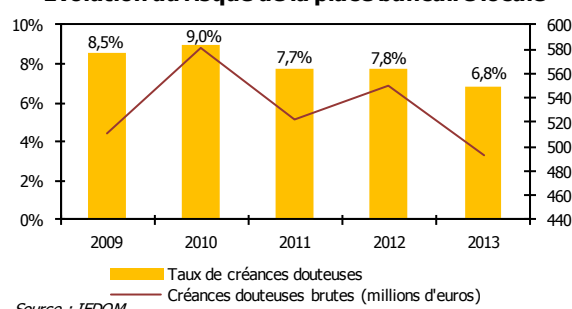
La consolidation des signaux en 2014 reste notamment conditionnée par le renforcement de l'activité dans certains secteurs comme l'agriculture et l'industrie, par l'impulsion d'une nouvelle dynamique pour d'autres secteurs comme le BTP et par la confirmation de la croissance française et internationale. Dans le tourisme, l'année 2014 s'annonce prometteuse avec un bon démarrage de la saison de croisière et la tenue de l'évènement « Route du Rhum – Destination Guadeloupe » qui, au-delà d'une fréquentation accrue, contribuera à valoriser l'image du département.

Évolution des concours bancaires



Source : IEDOM

Évolution du risque de la place bancaire locale



Source : IEDOM

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : J.-M. PAUGAM
Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : 11 avril 2014 – Dépôt légal : Avril 2014 – ISSN 1952-9619